



JOURNAL#INGETA

IDEES & RESSOURCES POUR REINVENTER LE CONGO

DEBAT

Paulette Kimuntu
& la question du tribalisme

DECRYPTAGE

La politique "par dépossession
populaire" au Kongo-Kinshasa

NOTRE HISTOIRE

Le Kongo n'est pas né à Berlin

GENOCOST

Des questions & des réponses.



Sommaire



SAISIR LES ENJEUX DE LA GUERRE

4 | La politique "par dépossession populaire" au Kongo-Kinshasa

6 | Les apprivoisés de Bujumbura, du déjà-vu

9 | Le Déluge ou l'évangile selon Mao

REFONDER LE CONGO

10 | Pour en finir avec la guerre perpétuelle et le viol de l'imaginaire

12 | Paulette Kimuntu & la question du tribalisme

14 | Le Congo n'a pas besoin de partis politiques, il a besoin d'une nation

GAGNER LA GUERRE DES IDEES

16 | GENOCOST : Des questions et des réponses

18 | Le Congo-Kinshasa est-il un État souverain ou une "plantation stratégique" ?

COMPRENDRE NOTRE HISTOIRE

20 | Jauger l'heure,
juger le moment

21 | Les Sud-africains, la xénophobie et les
architectes

22 | Le Kongo n'est pas né à Berlin



Notre raison d'être



Pourquoi le Journal #Ingeta existe ? Dans l'esprit de la plateforme Ingeta.com, nous l'avons créé pour proposer des idées à même de réinventer le Congo. Chaque trimestre, depuis 2013, cette revue apporte le recul, aiguise les analyses et nourrit les débats dont nos initiatives ont besoin pour être responsables, pertinentes et efficaces. Notre leitmotiv : « opposer notre intelligence à celle des autres », et gagner la bataille des idées.

Mais cette bataille ne se gagne pas avec quelques plumes isolées, aussi rigoureuses soient-elles. Elle exige une masse critique. Comme nous y invite Jean-Pierre Mbelu, il nous faut être nombreux à exceller dans cet exercice : chercheurs, journalistes, étudiants, professionnels de la diaspora, collectifs citoyens de Kinshasa à Bruxelles, de Paris à Montréal. Chacun, avec ses moyens, peut documenter un fait, déconstruire un narratif, transmettre une analyse. L'intelligence congolaise ne manque pas. Ce qui doit encore se construire, c'est son organisation.

Une idée juste, isolée, s'épuise. Portée collectivement, dotée des moyens de sa diffusion, elle devient une force. Voilà notre ambition : que la bataille des idées cesse d'être l'affaire d'une avant-garde dispersée et devienne l'affaire des masses populaires congolaises et africaines elles-mêmes. Que le débat, l'analyse et la contre-narration ne soient plus le privilège de quelques-uns, mais une pratique partagée, enseignée, transmise, financée, organisée. Cela suppose des plateformes qui nous appartiennent, des archives que nous constituons nous-mêmes, une pédagogie qui forme. Cela suppose aussi de la patience : le même processus long amorcé par notre texte fondateur en 2011, où chaque étape doit faire grandir, individuellement et collectivement.

Ce numéro est une étape de notre travail de mémoire et de prospective, stratégique et pédagogique. Nous ne le publions pas pour vous satisfaire, mais pour vous engager. Saisissez-le comme un outil : prenez une idée, portez-la, transmettez-la, organisez-la autour de vous.

La bataille continue. Elle se gagne aussi ici, dans ces pages, et surtout, après elles, dans vos actes.



La politique «par dépossession populaire» au Kongo-Kinshasa

«Aucune nation, aucune société et aucun ordre international ne peut se dire juste et humain s'il mesure son succès uniquement à l'aune du pouvoir et de la prospérité, en négligeant ceux qui vivent en marge.»
– Pape Léon XIV.

PAR JEAN-PIERRE MBELU

La guerre au Kongo-Kinshasa a duré une trentaine d'années. Elle n'a pas encore pris fin. Elle fait partie de « la mémoire du sang » kongolais. Elle a marqué les Kongolais(es) d'un sceau de souffrance, de résistance et de résilience dans leur corps et dans leur cœur. Malgré la trahison et la corruption de plusieurs d'entre eux. De génération en génération, ils en parleront. Stratégie entretenue par le capitalisme du désastre et d'accumulation « par dépossession », elle semble avoir engendré, au cœur de l'Afrique, une politique « par dépossession ».

Comment passer de cette politique par dépossession pour refonder une nation ? Mufoncol Tshiyoyo répond : « Par une décision politique. » Qui va la prendre ? Et comment, dans un pays où des millions des Kongolais(es) sont dépossédé(es) de leur sens de créativité, d' »inventivité et d

'imagination et attendent des signes du Ciel ». Telles sont les questions que cet article essaie d'étudier en indiquant quelques pistes sur lesquelles « la foule peuple » peut s'engager pour participer à l'édification d'un « nous », riche de promesses d'un avenir différent.

Un article d'une profondeur inégalée

Dans l'un de ses articles d'une profondeur inégalée, Mufoncol Tshiyoyo, après avoir nommé « la mémoire du sang » kongo « notre blessure fondatrice », pense que les partis politiques, agents de la néocolonisation du pays, empêchent son émancipation politique. Il estime, à juste titre, que le pays a besoin d'une décision politique refondatrice de la nation. Il écrit : « Une nation ne se construit pas seulement par ses triomphes. Elle se construit aussi, peut-être surtout, par ce

qu'un peuple a traversé ensemble (...). Nous avons souffert ensemble. Cela ne console pas. Mais cela nous oblige. Cela nous fonde. Une nation, écrivait Renan, c'est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs et le désir de vivre ensemble. Nous avons les souvenirs. La rumba dit le désir. Il ne manque que la décision politique. Cette décision ne viendra pas de partis politiques. Elle viendra d'une refondation. Un seul cap. Une seule conscience. Une seule nation. Le Congo. »

Néanmoins, cet article ne dit pas comment pourrait être prise cette décision politique. Pourrait-elle être possible sans la production collective de l'intelligence et d'un « nous » constitutif de « la nation » ? Sans une éducation fondée sur le civisme et tirant toutes les leçons possibles et imaginables de l'hymne national kongolais magnifiant le « nous » lorsqu'il soutient, entre autres, que « nous bâtirons un pays plus beau qu'avant » ? Qui prendrait cette décision politique ? Les élites au pouvoir accompagnée de « la foule masse » ou des gouvernants responsables soumis à des mandats impératifs et engagés dans une démarche d'éducation et de formation à la citoyenneté et soucieux de conférer le pouvoir réel au « foule peuple » en renversant la pyramide hiérarchique et en promouvant le principe de subsidiarité ? Dans un pays où il est souvent répéter que « le peuple est le souverain primaire », une décision politique se passant du « foule peuple » serait purement et simplement « un coup d'Etat populaire ». Ou plutôt une institutionnalisation d'un « Etat-raté-manqué ».

En étant un peu attentif à la manière dont « la politique » se pratique au Kongo-Kinshasa, la préférence pour « la foule masse » l'emporte sur l'éducation et la formation de « la foule peuple ». Et « l'entre-nous » nécessaire à l'avènement du « nous », de « la nation », ne se crée pas. Les lieux de la palabre refondatrice de « l'entre-nous », comme peuple et non comme applaudisseurs, tambourinaires et thuriféraires sont quasi inexistantes.

Il se pratique au Kongo-Kinshasa une sorte de « politique par dépossession ». Les populations massifiées traînent à pouvoir devenir des citoyens et des citoyennes à part entière. C'est-à-dire des hommes et des femmes kongolais prenant une part active à l'édification de la cité kongolaise. Il semble

même que ces populations massifiées se complaisent dans cette situation tout en criant sur les toits que le Kongo est un grand pays.

Des dépossédés attendant « les signes du Ciel »

Dépossédés de tout sens de créativité, d'inventivité et d'imagination, plusieurs compatriotes vivent d'une impuissance ingurgitée. Ils rêvent. Ils croient naïvement en l'avènement d'un « sauveur ». Ils ont peur d'être des acteurs historiques. Ils attendent « des signes du Ciel »...

Ma peur est que « les églises » puissent être des agents actifs de cette dépossession. Il serait absurde, pour elle, d'enseigner que l'humain est créé à l'image et à la ressemblance du Créateur et de le pousser, au Kongo-Kinshasa, à se dépouiller des marqueurs liés à cette référence : la créativité, la liberté, la conscience, la justice, l'imagination et le sens de l'inventivité.

L'école et l'université pourraient aussi être questionnées sur la qualité d'élites qu'elles forment. Pourquoi ne semblent-elles pas être à la hauteur des débats politiques et sociétaux alors qu'elles sont détentrices de gros diplômes ? Que faire pour avoir des élites la hauteur ? Organiser les minorités conscientes comme le recommande Freddy Mulumba Kabuayi ou tendre la main aux intellectuels organiques, « poissons dans l'eau de la foule peuple » ? Les deux peuvent marcher de pair...

Faire ces remarques, poser toutes des questions, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas, par-ci par-là, des signes attestant qu'il y ait des Kongolais et des Kongolaises « sauvés » de cette politique élitiste par dépossession.

Des minorités « sauvées » de la dépossession existent. Elle se retrouvent à Kanyama Kasese où elles mettent leurs talents au service de la nation. Des Wazalendo coopérant avec les FARDC pour défendre l'intégrité territoriale et la terre-mère en font aussi partie. D'autres encore persèverent dans le travail d'éveil des consciences. Contre vents et marées. Les écoles et les universités se construisent. Cela étant, une question demeure : « Tout ceci est-il fait pour produire « le nous » ou consolider la pyramide hiérarchique au service du capitalisme sorcier ? »

La main tendue vers les huissiers du capital et

en permanence, est-elle une main libératrice ? La main qui donne n'a-t-elle pas toujours tendance à rester au-dessus de celle qui reçoit ? Qu'est-ce qui justifierait, par exemple, la non-extension du service national à tout le territoire kongolais ?

Quelles leçons a-t-il permis d'apprendre ? Xi Jinping nous en donne une : « L'État prospère quand l'éducation prospère. Plus l'éducation est forte, plus le pays est grand et fort. »

Crier sur les toits que le Kongo-Kinshasa est un grand pays pendant que le taux d'éducation et d'alphabétisation est l'un des plus faibles de l'Afrique et du monde est une façon de confondre le quantitatif (la géographie) et le qualitatif (l'éducation et la formation fortes, de qualité et prospères). Mais, souligne le Pape Léon, « aucune nation, aucune société et aucun ordre international ne peut se dire juste et humain s'il mesure son succès uniquement à l'aune du pouvoir et de la prospérité, en négligeant ceux qui vivent en marge. » En effet, en marge des minorités « sauvées » de la politique par dépossession de la créativité, de l'imagination et de l'inventivité, combien vivent, encore aujourd'hui, confinés dans leur rôle ignoble d'« atalaku », sans aucune perspective d'avenir, sans entrevoir la possibilité d'apporter leur pierre à l'édification du « nous », de la nation.

Décision politique et adhésion populaire

Oui. Le Kongo-Kinshasa a besoin de la décision politique pour se constituer en nation. Celle-ci devrait d'être un fait historique populaire mature et souveraine, édifié sur « la mémoire du sang ». Prise par les élites au pouvoir sans adhésion populaire sage, intelligente, participative et au bout des efforts conjugués de manière permanente pour créer un « entre-nous » par une palabre soucieuse d'une délibération de grande qualité et les décisions collectives, elle risque d'être fragile.

La production de « l'entre-nous » a l'avantage de produire des possibles pouvant, après des décisions prises, féconder l'avenir commun. Décision politique oui. Volonté politique hiérarchique et collective, oui. Pour un grand Kongo-Kinshasa épris du sens collectif de créativité, d'inventivité et d'imagination et échappant à « l'inadaptocratie » dont l'accuse Charles Gave.

“

Il se pratique au Kongo-Kinshasa une sorte de « politique par dépossession ». Les populations massifiées traînent à pouvoir devenir des citoyens et des citoyennes à part entière. C'est-à-dire des hommes et des femmes kongolais prenant une part active à l'édification de la cité kongolaise..



Les apprivoisés de Bujumbura, du déjà-vu

L'histoire est-elle condamnée à se répéter au Congo ? Ou bien le Congo est-il devenu, sans l'avouer, un lieu où s'expérimentent des scénarios politiques dont les résultats semblent, à chaque génération, se reproduire sous des formes différentes ?

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

La rencontre organisée à Bujumbura avec une partie de ce qu'il est convenu d'appeler « l'opposition congolaise » m'inspire moins un commentaire sur les hommes présents qu'une réflexion sur le mécanisme politique qui paraît se dessiner. Ce mécanisme n'est pas nouveau. Il rappelle une constante de l'histoire congolaise. Les grandes reconfigurations du « pouvoir » paraissent souvent s'élaborer dans des espaces où les Congolais ne fixent ni les règles du jeu, ni les acteurs jugés légitimes, ni le calendrier des transitions.

L'histoire comme témoin

Ici, je prends l'histoire comme témoin. Depuis l'accession du Congo à « l'indépendance », cette impression revient avec insistance. L'assassinat de Patrice Lumumba orchestré de l'extérieur ; l'installation du

régime de Mobutu, la création de l'AFDL, l'arrivée de Laurent-Désiré Kabila au pouvoir, la succession de Joseph Kabila, les négociations de Sun City et la formule du « 1+4 », jusqu'aux arrangements plus récents, donnent le sentiment que les grands tournants de la vie politique congolaise sont régulièrement traversés, arbitrés ou facilités par des initiatives venues de l'extérieur. Chaque épisode possède naturellement sa singularité et ses responsabilités propres. Mais leur récurrence mérite d'être interrogée. Ce qui m'intéresse n'est donc pas d'abord la réunion de Bujumbura. Ce qui m'intrigue est la permanence d'un procédé. À chaque période de crise surgit un nouveau cadre de négociation, un nouveau médiateur, une nouvelle architecture institutionnelle et un nouveau groupe d'interlocuteurs jugés fréquentables. Le système paraît produire lui-même son opposition acceptable, celle

qui peut contester sans remettre en cause les paramètres fondamentaux du jeu politique.

Mais on se tromperait en croyant que le dispositif ne travaille que l'opposition. Il vise aussi, sans le dire, le pouvoir-os lui-même. La séquence est réglée comme une partition, et chacun peut en vérifier les mesures. Le camp du « pouvoir » commence par refuser l'idée même d'un dialogue.

Puis la menace du terrain, les positions qui cèdent, les villes qui tombent, font progresser le refus vers l'hésitation, et l'hésitation vers la tenue d'un dialogue dont la forme, dans un premier temps, reste contrôlée. Puis la pression continue, et c'est la forme elle-même qui change. Le refus devient hésitation, l'hésitation devient dialogue, le dialogue contrôlé devient dialogue subi. À chaque étape, le camp du pouvoir croit céder le minimum. Au terme de la séquence, il a cédé l'essentiel : la définition

du cadre. Le laboratoire apprivoise ainsi les deux rives simultanément: l'opposition par l'homologation, le pouvoir par l'usure. Nul, autour de la table qui s'annonce, aura choisi la table.

L'apprivoisement politique

J'appelle ce mécanisme l'apprivoisement politique. Qu'est-ce, au juste, qu'un apprivoisé ? L'apprivoisement politique est le processus par lequel un acteur, sans nécessairement subir de contrainte directe, en vient progressivement à reconnaître comme légitimes des règles, des médiateurs et des cadres de décision qu'il n'a pas lui-même contribué à instituer. L'apprivoisé ne cesse pas d'être un « opposant » dans son mental. Il devient un opposant dont l'espace d'action est déjà délimité. C'est cette adversité interne que le pouvoir-os finit par admettre. Ensuite, qu'il choisit, selon ses propres critères, pour représenter son contraire à l'intérieur du système.

Il ne s'agit donc pas d'une injure, mais d'un concept. Et nommer n'est pas haïr. Le mot « opposition » présuppose des acteurs que le peuple aurait produits pour contester le pouvoir. Or, c'est précisément cette provenance qui fait ici défaut. Je ne parlerai donc plus, dans ce texte, de l'opposition. Je parlerai des apprivoisés.

La sociologie nous enseigne que toute socialisation conduit les individus à intérioriser des valeurs, des normes et des façons d'agir qui rendent possible la vie collective. Cette socialisation possède une double fonction. D'un côté, intégrer les individus à un groupe. De l'autre, assurer un certain contrôle social en favorisant la conformité aux règles reconnues comme légitimes. Ce mécanisme, que Bourdieu a longtemps étudié dans la famille, l'école ou les institutions, peut également être observé dans le champ politique.

L'apprivoisement constitue alors une forme particulière de socialisation politique. Il ne consiste pas seulement à accepter une invitation. Il consiste à reconnaître la légitimité du cadre dans lequel cette invitation prend son sens. On n'accepte plus uniquement de participer. On accepte de plus ceux qui définissent les règles de la participation.

Ceux qui n'y sont pas

C'est précisément ce qui me paraît se jouer à Bujumbura. En acceptant que cette ville devienne le lieu où se discute une partie de l'avenir politique du Congo, les apprivoisés ne participent pas seulement à une rencontre. Ils contribuent, volontairement ou non, à légitimer un dispositif dont ils n'ont pas fixé les règles, ni choisi les médiateurs. Ils deviennent des semi-acteurs d'un scénario dont l'architecture générale leur préexiste. Mais un événement de ce type se lit-il exclusivement par ceux qui y paraissent ? Il se lit, plus sûrement encore, par ceux qui n'y sont pas. Et les absents de Bujumbura dessinent une carte instructive.

Les Congolais dont les carrières se sont construites dans la proximité de la Belgique ne sont pas du voyage. Louis Michel, dans une interview récente, jurait pourtant ne parrainer personne. Sinon, disait-il, « le peuple congolais », avant de désigner nommément l'opposant en qui il place son optimisme. Je ne cite pas son nom. André Flahaut, ancien ministre belge de la Défense, désignait le « président » du Sénat congolais d'alors comme étant à la base du redémarrage des relations entre le Congo et la Belgique. Deux figures belges, deux canaux congolais distincts, deux clientèles parallèles. Aucune n'aboutit à Bujumbura. L'Europe qui manœuvre ici est donc une Europe sans la Belgique. Et il y a de quoi le souligner.

Autre absence : les Congolais proches et clients de l'élite anglo-saxonne n'ont pas fait le déplacement. Eux sont armés. Ils tiennent des positions sur le terrain ; ils n'ont pas besoin de conférences. Bujumbura réunit donc ceux qui n'ont ni armes ni initiative. Trois architectures se dessinent ainsi autour de la question congolaise. Alors, aucune des trois n'est congolaise.

Le drame du Congo

Un médiateur peut-il être partie au conflit qu'il prétend arbitrer ? La question vaut d'autant plus que le Burundi n'est pas un observateur extérieur au conflit qui déchire l'Est de la République démocratique du Congo. Son implication militaire dans cette crise soulève, à tout le moins, la question de son impartialité comme médiateur. Cette

“

Tant que le Congo ne retrouvera pas la capacité de produire lui-même les conditions de production de son propre pouvoir, notamment ses dirigeants, ses oppositions, ses médiations et ses transitions, il demeurera exposé à voir son histoire s'écrire dans des laboratoires qui ne sont pas les siens.

interrogation ne condamne pas par principe toute initiative diplomatique. Elle invite simplement à s'interroger sur les conditions dans lesquelles une médiation peut être perçue comme indépendante. Ensuite, sur ce que signifie, pour les approuvés qui s'y rendent, la reconnaissance d'un tel cadre. Mais le problème que je soulève dépasse largement le Burundi. Il touche à la manière dont se fabriquent les élites politiques congolaises.

La véritable question n'est peut-être pas de savoir qui gouvernera demain le Congo. Cependant de savoir qui produit les gouvernants, qui produit les opposants, qui désigne les médiateurs, qui fixe les agendas et qui définit les compromis considérés comme acceptables. Puisqu'un peuple véritablement souverain ne produit pas seulement ses dirigeants. Il produit également son opposition, ses mécanismes d'alternance, ses institutions de médiation et les règles selon lesquelles il organise ses propres transitions politiques. L'AES s'érige ici non comme un exemple mais comme un modèle. C'est précisément cette capacité que le Congo semble progressivement avoir perdue. Le drame du Congo n'est sûrement pas que des puissances étrangères cherchent à influencer son destin. Les grandes puissances poursuivent partout leurs intérêts. Cela appartient à la logique

des relations internationales. Le drame est plus profond : les moments décisifs de la vie politique congolaise donnent trop souvent l'impression que leurs cadres d'élaboration, leurs médiations et parfois même leurs principaux protagonistes trouvent leur impulsion ou leur validation hors du Congo.

Ainsi, que fait Bujumbura au temps ? C'est peut-être là son second enjeu, car pendant que le dispositif s'installe, le temps politique continue de s'écouler. Pendant que les regards se tournent vers une nouvelle médiation, Goma et Bukavu risquent graduellement de quitter le centre du débat national. Les pertes territoriales cessent d'être un scandale politique quotidien pour devenir un fait accompli. Les négociations ne produisent alors pas seulement un agenda diplomatique, elles produisent aussi une hiérarchie nouvelle des urgences.

La permanence d'un mécanisme

Par ailleurs, certaines médiations ne se contentent pas de rechercher une solution. Elles contribuent également à redéfinir ce dont il est encore permis de parler. La boucle se referme alors sur elle-même. Ce qui a contraint le pouvoir au dialogue, la perte du terrain, est précisément ce que le dialogue aidera à faire oublier.

Je ne prétends pas que l'histoire se répète

à l'identique. Je m'interroge sur une autre hypothèse : celle de la permanence d'un mécanisme. Tant que le Congo ne retrouvera pas la capacité de produire lui-même les conditions de production de son propre pouvoir, notamment ses dirigeants, ses oppositions, ses médiations et ses transitions, il demeurera exposé à voir son histoire s'écrire dans des laboratoires qui ne sont pas les siens. L'opposé du message de Lumumba.

Une question, alors, pour finir. Où se trouvent les stratèges congolais qui n'attendent ni l'usure du pouvoir ni la fin d'un mandat pour agir ? Ceux qui élaborent en temps utile, et non dans l'urgence des crises, quand les cadres sont déjà posés par d'autres, le processus qui conduira à un pouvoir made in Congo. Pensé au Congo. Produit au Congo. Arbitré au Congo.

Les laboratoires étrangers, eux, travaillent sans relâche et ne connaissent pas de calendrier électoral. Tant que rien ne leur fera face qui travaille au même rythme et sur la même durée, ils garderont le monopole de la fabrication. L'approuvé attend d'être invité à la table ; le stratège construit la sienne. La souveraineté commence là, lorsqu'un peuple cesse de recevoir son avenir comme un scénario conçu ailleurs pour redevenir l'auteur de sa propre histoire.

Likambo oyo eza likambo ya mabele...





Le déluge ou l'évangile selon Mao

Je ne souhaite pas donner l'air de quelqu'un qui regrette, condamne ou donne des leçons de morale. Je ne veux pas non plus farder les apparences. Une idée me traverse la cervelle et je la consigne ici. Certes, la comparaison n'est pas raisonnable. Mais s'interroger en s'appuyant sur les modèles des autres n'empêche pas l'histoire de nous imposer des réalités difficiles à saisir lorsqu'il s'agit de nous.

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Des Chinois, qui ne sont pas des Congolais, se sont opposés à l'agression japonaise, se sont ligüés, ont battu et vaincu le Japon au terme de quinze années de guerre de résistance. Juste à côté de nous, des Maliens, des Burkinabè et des Nigériens démontrent que cette lutte est possible en Afrique. Des Coréens, des Chinois et, aujourd'hui, les Perses d'Iran ont intégré la mort et le sang dans toute lutte qui touche la terre. Chez eux, likambo ya mabele n'est pas un thème de colloque. Elle est ce pour quoi l'on meurt : la terre.

La question du déluge

Pendant ce temps, chez nous, on encense des individus. On habite des palais d'où le pouvoir a déserté, des palais qui ne sont plus que des murs, car le Palais, le vrai, celui qui décide, siège ailleurs, comme le rappelle bien Da Empoli dans Le Florentin. Au Congo, on publie, on écrit des livres, on invite les intelligences qui courent dans les rues de Kinshasa à

s'exprimer. Juste à côté, Kagame, en tant que proxy et au nom des Anglo-Saxons, se moque de ces intelligences. Goma et Bukavu, il les contrôle et le déclare ouvertement. Tandis que les intelligences congolaises se mettent au garde-à-vous face à l'absence de passion et au manque de stratégie. Aujourd'hui, on parle de dialogue. Quand je pense qu'on dialoguera avec Ruberwa et Nyarugabo, des Rwandais devenus Congolais par la guerre de l'AFDL de 1997, deux visages symbolisant la défaite de l'intelligence congolaise. Sans désespérer, je me demande : Mao avait-il raison d'imposer la révolution culturelle, qu'il a longtemps comparée au déluge biblique ? Je connais l'objection, et je la formule moi-même avant qu'on ne me la serve : La Chine a vaincu le Japon avant la Révolution culturelle, et le déluge de Mao n'a pas libéré la Chine ; il l'a déchirée, il a dévoré ses propres lettrés par millions. La résistance a construit ; le déluge a détruit. Une destruction constructive ? Je ne confonds pas les deux. Mais voici ma question, et elle est plus dérangeante que

la confusion qu'on voudrait me prêter : que fait un peuple lorsque son ordre existant est lui-même l'obstacle ? Lorsque ses élites, ses palais, ses dialogues, ses livres, ses colloques constituent précisément le dispositif par lequel la défaite s'administre ? La Chine de 1937 avait un ennemi extérieur et s'est levée. Le Congo de 2026 a un ennemi extérieur et un ordre intérieur qui travaille pour lui. C'est cette double serrure qui fait surgir la question du déluge, non pas comme programme, mais comme symptôme. Quand un homme sensé en vient à se la poser, c'est que le seuil des questions raisonnables a été franchi.

Comme la Chine?

Car regardez ce que notre ordre appelle « intelligence ». On dresse les fils de ce pays les uns contre les autres : le Luba contre le Katangais, le Yaka contre le Mungala, le Mukongo contre tous ; et cela se nomme intelligence. Je ne désigne ici personne : je désigne une mécanique, celle-là même que le colonisateur a léguée et que la colonie sans gouverneur perpétue, car un peuple occupé à se compter par tribus ne se compte jamais comme nation.

Par ailleurs, d'autres se battent pour les carrières minières et sont honorés par leurs disciples. Voilà l'intelligence en circulation. Elle a un prix au kilo, et il se négocie ailleurs qu'à Kinshasa. Alors, pourquoi n'apprend-on pas à nos enfants le sens de la mort comme la Chine enseigne à ses enfants, depuis plus de deux mille ans, le vers de Qu Yuan : « Pour l'idéal que je porte au cœur, je ne regretterai rien, dussé-je mourir neuf fois. » Neuf fois, le chiffre de l'innombrable en Chine ancienne. Ne rien regretter, fût-on appelé à mourir neuf fois, signifie que des hommes se battent avec courage, saigneront et donneront leur vie pour une grande cause. Ce texte ne propose rien. Il n'a pas de programme, pas de sursaut à annoncer, j'ai écrit ailleurs ce que je crois qu'il faut faire. Le présent texte constate seulement ceci : les peuples qui durent sont ceux qui ont réglé leur rapport à la mort avant de régler leur rapport au pouvoir. Nous avons fait l'inverse. Nous négocions le pouvoir avec des gens qui, eux, ont réglé la question de la mort : la nôtre. Likambo oyo eza likambo ya mabele.



Pour en finir avec la guerre perpétuelle et le viol de l'imaginaire

La guerre perpétuelle dont souffre le Kongo-Kinshasa depuis l'échec de la décolonisation jusqu'à ce jour pose profondément la question de l'identité et de l'altérité. Comment le Kongolais et/ou l'Africain est-il perçu par l'autre depuis la nuit des temps ? Comment se perçoit-il ? Comment croit-il que l'autre le perçoit ?

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Vouloir se percevoir à partir du miroir tendu par l'autre et comme l'autre voudrait pourrait relever du viol de l'identité et de l'imaginaire. A l'ère du numérique, le souhait aurait été que nous comprenions et vivions de la conviction que « notre véritable identité, aujourd'hui, est planétaire et universelle ; nous sommes les enfants de notre époque, et c'est cela qui détermine ce que nous sommes véritablement. Mais cette vérité, nous préférons la nier, nous préférons occulter notre héritage horizontal (...) » Au cœur de l'Afrique, la guerre nie cet héritage et renvoie aux paradigmes négatifs du passé encore actuels. Comme si savoir que l'altérité fait partie de notre identité ne suffisait pas pour son accueil et le respect de la singularité...

Les sciences humaines ayant enseigné la hiérarchisation des êtres humains continuent à marquer les imaginaires.

Avoir constamment présent à l'esprit l'humiliant esclavagisme et le capitalisme dégradant et honteux ayant participé de la descente du Kongo-Kinshasa dans un gouffre sans fond permet de comprendre, partiellement, la désorientation existentielle dont souffrent plusieurs Kongolais(es) depuis plus de six décennies. En nommant ces deux paradigmes de néantisation dans son discours programmatique, Lumumba pointait du doigt deux des maux dont le pays allait souffrir pendant longtemps. L'inconscient collectif kongolais en a pris le coup. L'échec de la décolonisation et la néocolonisation

du pays ont favorisé la perpétuation du phénomène « décivilisateur » dans les têtes, les coeurs et les esprits des pans entiers de la population kongolaise.

Viol de l'imaginaire et « sclérocémie »

La désorientation existentielle dont plusieurs Kongolais(es) ont été victimes aurait pu être corrigée si l'assassinat de Lumumba n'était pas venu asséner un coup dur à la quête d'une véritable souveraineté au cœur de l'Afrique. Malheureusement, l'ascension de Mobutu a reconduit, dans les faits, lesdits paradigmes de néantisation et de l'indignité. Et depuis une trentaine d'années, la guerre perpétuelle imposée au Kongo-Kinshasa par les fondés de pouvoir du Capital par le biais de leurs proxies a rendu le phénomène « décivilisateur » encore plus dévastateur. L'ensauvagement d'un nombre important de Kongolais(es) en témoigne. Victimes consentantes et/ ou innocentes d'un imaginaire violé, ils (elles) ont une perception complètement tordue et d'eux-mêmes (d'elles-mêmes) et de l'autre (esclavagiste, colon et néocolon) au point de sombrer dans l'idolâtrie de la mort et de ceux qui la donnent à leurs compatriotes kongolais et/ou africains.

Ce viol de l'imaginaire exaspère le complexe d'infériorité, le syndrome de Stockholm et du larbin. Des preuves sont constamment données par des prises de position élogieuses à l'endroit des assassins et des « génocidaires » des Kongolais(es) et des « cosmocrates » dont ils dépendent.

Ce viol de l'imaginaire est souvent l'expression de « la sclérocémie », cet « épaississement » du cœur rendant ceux et celles qui en souffrent insensibles à l'esprit de l'intelligence magnifiant le beau, le vrai, le juste et le bon. Cet « épaississement » du cœur les rend rebelles au désir de la vie. Ils n'ont plus qu'une seule option : l'amour de la mort, la thanatophilie : la mort à donner et/ou à recevoir portée par un choix nihiliste.

Un triptyque à interroger

Assassinat de Lumumba, échec de la décolonisation et néocolonisation du Kongo-Kinshasa constituent un triptyque pouvant être interrogé régulièrement pour comprendre les luttes des résistants, des résilients et des

autres survivants kongolais obstinés dans la lutte émancipatrice pour une souveraineté réelle du pays. Ce triptyque, pour être mieux compris, demande un examen attentif de l'anthropologie raciale l'ayant rendu possible et l'alimentant subrepticement et perpétuellement.

Etudiant le totalitarisme soviétique et allemand, Edgar Morin remarque qu'« au niveau de la barbarie d'intolérance et d'exclusion de l'autre, les deux systèmes, pourtant d'inspiration très différente, finissent par converger. » Ils sont racistes. « Mais pour que l'on puisse véritablement parler de racisme, il faut qu'apparaisse une conception raciale légitimée, validée par l'anthropologie scientifique. Or, il se trouve que la science anthropologique, sans être nazie, a longtemps soutenu que les races étaient qualitativement distinctes, affirmant la supériorité de certaines. Je me souviens que dans les manuels de géographie de mon enfance, la race blanche était définie par des qualités éminentes, alors que les « Noirs » étaient présentés comme paresseux et indolents, les « Jaunes » comme habiles et rusés. L'homme blanc chanté par Kipling évoque ce racisme latent. »

En 2007, à Dakar, cette anthropologie et cette géographie de l'enfance d'Edgar Morin ont constitué le soubassement du discours de Nicols Sarkozy, Président de la République française dans un amphithéâtre de l'université Cheikh Anta Diop. (Les Kongolais(es) savent que Nicolas Sarkozy leur avait demandé de partager leurs richesses avec le Rwanda. Est-ce anodin?) Et l'Afrique répondant à ce discours a pu examiner d'autres courants de la pensée occidentale abondant dans le sens de l'anthropologie et de la géographie de l'enfance d'Edgar Morin.

Actuellement, en Afrique et en Occident, des penseurs estiment (encore) que les populations africaines souffrent de « la criminalisation de l'altérité » et que « la guerre est la continuation de l'exploitation capitaliste par d'autres moyens ».

Donc, il y a là comme une reconduction permanente des logiques de néantisation et d'indignité ayant conduit au triomphe du triptyque susmentionné, de la désorientation existentielle qu'il a engendrée, du viol de l'imaginaire kongolais, de « la décivilisation » et de « la sclérocémie » qui en sont l'expression. La résilience à toute épreuve,

l'éveil des consciences des « minorités averties » et la courageuse résistance des patriotes kongolais face à ces logiques mortifères ont rendu possible sa survie jusqu'à ce jour. Comment passer de la survie à la vie bonne et au bien-vivre ensemble partagé ?

Des assises de refondation portées par une ambitieuse révolution culturelle ayant pour ambition privilégiée de remettre les cerveaux à l'endroit seraient un pas important dans la bonne direction.

Des cerveaux remis à l'endroit et des esprits courbés redressés sont des éléments indispensables à la souveraineté intellectuelle pouvant accompagner les autres (politique, économique, sécuritaire, sociale, environnementale, numérique, etc.) Il s'agit de réarmer l'imaginaire kongolais violé d'une remise en question profonde des anthropologies, des spiritualités et des philosophies réifiantes afin de recréer des humains capables de créativité, d'inventivité et de mémoire vivante et vivifiante.

Des Kongolais(es) ayant abattu ce travail de réinvestissement de l'imaginaire kongolais existent ainsi que leurs publications et/ou vidéos.

Rééduquer sans fausse modestie et hybridation

Rééduquer les Kongolais(es) sans honte et/ou fausse modestie, les inciter à réformer leurs esprits et leur perception tordue et d'eux-mêmes et de l'autre, cela est l'un des défis majeurs à relever autour des questions du genre : « Qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Où en sommes-nous ? Où allons-nous ? Avec qui ? Pourquoi ? Comment ? » Il n'est plus compréhensible qu'un pays où les diplômés d'université se comptent par millions célèbre le culte de la mort, adore les assassins et « les génocidaires », fait l'éloge de l'impunité dans le chef de plusieurs de ses filles et fils !

Engager une révolution culturelle centrée sur la souveraineté intellectuelle ne suffirait pas si elle n'est pas le fait d'un nombre suffisamment important de pays africains volontaristes. Une reliance avec les pays africains engagés dans la même dynamique serait souhaitable. Elle s'étendrait au Sud global déployant des efforts soutenus afin

réinventer le monde. Elle prendrait appui sur « la philosophie pratique de la pluralité » soucieuse de battre en brèche les forces de la mort tapies dans toutes les cultures moyennant une confrontation dialogique de leurs jeux de langage comme l'enseigne Wittgenstein. Une confrontation dialogique pouvant aboutir à une harmonie conflictuelle porteuse des futurs échanges.

Cette révolution culturelle kongolaise s'intéresserait aux forces humanistes convaincues au Nord du monde que « le temps est venu de changer de civilisation » et accordant une importance singulière à l'hybridation favorable à la complexité. « Une complexité de soi et une complexité du monde, sources de décroisement des consciences, de conjuration des peurs, de confrontation des idéaux, d'hybridation des imaginaires, et grâce auxquelles une espérance cultivée dans la fraternité, de solidarité et l'exhaussement de sens, peut ressusciter. »

Oui. Il y a encore, au Nord du monde, des forces humanistes conjuguant le verbe « résister » au présent et au futur et croyant fermement qu'une « fraternité mondiale de la nuit » est possible, que « les murs les plus puissants tombent par leurs fissures » et qu'habiter ensemble « la Terre patrie » est un défi individuel et collectif à relever loin de la pression des réseaux sociaux, esclaves de la dictature de l'immédiété.

Trouver ses issues possibles sans exclure le pire

Donc, rompre avec la guerre perpétuelle et le viol de l'imaginaire dont souffre cruellement le Kongo-Kinshasa implique plusieurs niveaux d'engagement : local, national et international. L'imbrication de ces différents niveaux de lutte, de forges des têtes, des coeurs et des esprits appelle des approches tenant compte de la complexité des issues à trouver sur le court, moyen et long terme en comptant sur soi et sur toutes les forces humanistes et humanisantes soucieuses du « changement de civilisation », de « la recivilisation » et la réinvention du monde commun. Cela, sans aucune naïveté. Car le pire reste toujours possible. Telle est l'immense tâche à laquelle pourraient se livrer des éventuelles assises de refondation au coeur de l'Afrique.



Paulette Kimuntu & la question du tribalisme

J'ai pris le temps d'écouter l'échange qui vaut aujourd'hui à la journaliste Paulette Kimuntu d'être accusée de tribalisme. Et je suis assez frappée par la facilité avec laquelle, dans notre société, le simple fait de poser la question du tribalisme suffit désormais à vous faire traiter de tribaliste.

PAR BENEDICTE KUMBI NDJOKO

Or parler du tribalisme n'est pas faire du tribalisme. Nommer un phénomène qui traverse profondément la société congolaise n'est pas le créer. L'interroger n'est pas l'encourager. Et demander à quelqu'un de rendre compte de ses raisonnements, de ses généralisations ou de ses contradictions, c'est précisément le travail d'une journaliste.

Dans cet échange, Paulette questionne, relance, contredit, demande des précisions. Elle ne récite pas le discours de son invité et ne se confond pas avec lui. On peut discuter de la manière dont telle ou telle question a été posée, considérer qu'elle aurait dû interrompre davantage son interlocuteur ou le recadrer plus fermement dans sa lecture

ethnopolitique du Congo. C'est parfaitement légitime. Mais cela relève de la critique journalistique. Cela ne suffit pas à transformer une journaliste en tribaliste.

Questionner le mécanisme du tribalisme

Il y a surtout quelque chose qui me

paraît profondément problématique dans la réaction qu'elle suscite. J'ai moi-même constaté, en lisant les commentaires, pour ne pas dire insultes, qui lui sont souvent adressés depuis un certain temps, qu'une part importante des attaques qu'elle reçoit provient de personnes qui se présentent elles-mêmes comme luba ou prennent explicitement la défense de cette communauté. Je précise immédiatement les choses : il ne s'agit évidemment pas de dire « les Baluba ».

Il ne s'agit ni de généraliser ni d'attribuer le comportement de certains individus à tout un peuple. Ce serait précisément reproduire ce que l'on prétend dénoncer. Mais l'absence de généralisation ne doit pas davantage nous interdire d'observer un phénomène lorsqu'il existe. Ce qui m'intéresse ici, c'est le raisonnement : dès que Paulette interroge certains comportements, certaines solidarités communautaires ou certaines expressions de tribalisme, la réponse n'est plus de discuter du fond de ce qu'elle dit. On lui répond qu'elle est elle-même tribaliste parce qu'elle ose poser la question. C'est extrêmement commode.

Car avec un tel raisonnement, le tribalisme devient pratiquement impossible à dénoncer, celui qui le nomme devient immédiatement le coupable. Celui qui décrit un mécanisme est accusé d'avoir créé le mécanisme. Et pendant que tout le monde se dispute pour savoir si l'on avait le droit de prononcer le mot, personne ne regarde les comportements concrets, les discours, les insultes, les exclusions ou les doubles standards auxquels ce mot renvoie.

Or le tribalisme ne se reconnaît pas seulement lorsque quelqu'un dit explicitement : « Je déteste telle communauté. » Il se manifeste aussi dans les critères que l'on applique différemment selon l'origine de celui qui parle, dans ce que l'on excuse chez les siens et condamne chez les autres, dans les solidarités automatiques, dans les indignations sélectives, dans la manière dont l'identité communautaire finit par déterminer notre appréciation d'un fait politique. C'est précisément parce que le Congo souffre de ces mécanismes que nous devons être capables d'en parler.

Disqualifier la femme

Et puis, comme si l'accusation de tribalisme ne suffisait pas, on est maintenant passé à quelque chose d'encore plus révélateur, la rumeur selon laquelle Paulette aurait cette attitude parce qu'elle aurait autrefois aimé un Kasaïen qui l'aurait abandonnée. Il faut mesurer la misogynie contenue dans une telle explication. Une femme formule une analyse politique ? Il faudrait chercher l'homme qui l'aurait blessée. Une femme dérange ? C'est nécessairement qu'elle est frustrée sentimentalement. Une femme tient tête, argumente, interroge et refuse de se laisser intimider ? Il faut donc inventer une histoire d'amour pour expliquer ce que son intelligence, ses convictions et son jugement suffisent pourtant parfaitement à expliquer ? C'est une manière extraordinairement vieille de disqualifier les femmes, de leur retirer toute autonomie intellectuelle et ramener leurs positions publiques à leur vie sentimentale supposée. Comme si une femme ne pouvait pas penser seule. Comme si elle ne pouvait pas observer la société congolaise et tirer ses propres conclusions. Comme si derrière toute femme qui dérangeait devait nécessairement se cacher un homme. Je trouve cela profondément méprisant, rétrograde.

Et peut-être est-ce finalement cela qui dérange tant chez Paulette Kimuntu : une femme intelligente, indépendante, droite dans ses bottes, qui pose des questions inconfortables et qui ne demande la permission à personne pour les poser. On peut être en désaccord avec elle. On peut critiquer ses analyses. On peut contester ses questions. C'est le débat public. Mais lui inventer une histoire sentimentale pour expliquer ses positions, l'insulter ou chercher à la diminuer, l'intimider parce qu'elle parle du tribalisme n'est pas un argument. Le Congo ne progressera pas en décrétant tabous les problèmes qui nous dérangent.

Le tribalisme existe dans notre société. Il doit pouvoir être nommé, étudié, interrogé et combattu. Et ceux qui choisissent d'ouvrir cette discussion ne doivent pas être automatiquement transformés en accusés simplement parce que le miroir qu'ils tendent nous déplaît. Et la cerise sur le gâteau, c'est M. Bosesembe qui la convoque. Faire preuve de tant de larbinisme est criminel.

“

Le tribalisme ne se reconnaît pas seulement lorsque quelqu'un dit explicitement : « Je déteste telle communauté. » Il se manifeste aussi dans les critères que l'on applique différemment selon l'origine de celui qui parle, dans ce que l'on excuse chez les siens et condamne chez les autres, dans les solidarités automatiques, dans les indignations sélectives, dans la manière dont l'identité communautaire finit par déterminer notre appréciation d'un fait politique. C'est précisément parce que le Congo souffre de ces mécanismes que nous devons être capables d'en parler.



Le Congo n'a pas besoin de partis politiques, il a besoin d'une nation

Le multipartisme congolais est l'une des plus grandes victoires du néocolonialisme. Il a appris aux Congolais à jouer des rôles politiques écrits ailleurs, à se quereller dans un vocabulaire qui n'est pas le leur, pendant que d'autres organisent le pays à leur place.

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Au Congo, les partis politiques ne reposent presque jamais sur des doctrines réelles. On se proclame « social-démocrate », « libéral », « progressiste », sans aucun lien sérieux avec les histoires qui ont produit ces courants ailleurs. Le libéralisme y devient un costume. La social-démocratie, une étiquette. Le débat idéologique, une imitation. Je dirais une comédie pour les bailleurs de fonds.

Un Congo sans partis politiques

Mais le problème est plus profond que la simple imitation. Croire qu'il suffirait de mieux importer ces modèles, c'est ne rien comprendre à la nature du combat. Les grandes puissances ne pensent pas en termes de doctrines. Elles pensent en termes de rapports de force, d'influence, de contrôle des ressources et des territoires. Dans un pays comme le Congo, les partis politiques mimétiques ne constituent pas des outils

de souveraineté. Ce sont des instruments de fragmentation. Comme ils découpent le peuple en clientèles, les clientèles en ethnies, les ethnies en proies. La guerre imposée à l'Est l'a révélé avec une brutalité que personne ne peut ignorer. Pendant que nos terres sont pillées, nos populations exterminées, nos filles et nos femmes violées comme arme de guerre, aucun parti n'a su susciter une conscience nationale capable de dépasser ses propres « calculs ». Chacun a continué à compter ses sièges, à négocier ses marabouts, à se positionner pour la prochaine élection, comme si le pays brûlait dans un autre.

Goma et Bukavu sont assiégés et privés de communion avec la nation. Cette guerre n'est pas un accident. Elle est le révélateur. Elle dit ce que sont devenus leurs partis : des structures qui occupent l'espace politique sans porter le destin national. Je veux donc le dire sans détour : je souhaite un Congo sans partis

politiques tels qu'ils existent aujourd'hui. Parce que le combat des peuples africains, et du peuple congolais en particulier, n'est pas la démocratie au sens où l'Occident l'entend. C'est la libération de l'emprise du maître. Et la démocratie partisane, telle qu'elle a été vendue, n'est pas un outil d'émancipation : c'est le mécanisme par lequel on nous tient divisés pendant qu'on nous prend tout.

Aucune nation ne s'est jamais faite toute seule

On nous a dit que nos sociétés étaient « communautaires », trop fragmentées pour former une nation. On a oublié de préciser que ces communautés ont été figées, instrumentalisées et dressées les unes contre les autres par ceux-là mêmes qui prétendaient nous apporter la modernité politique. Les frontières tracées à Berlin en 1885 n'ont rien créé. Un architecte qui trace des lignes sur une carte ne crée pas les peuples qui vivent en dessous. Les royaumes Kongo, Luba, Lunda et Kuba existaient bien avant Léopold II. Le bassin du Congo était habité, civilisé et organisé depuis des siècles. Les Européens n'ont pas inventé le Congo. Ils ont posé une frontière sur une réalité humaine ancienne qu'ils ne comprenaient pas et qu'ils n'ont jamais cherché à comprendre.

Cela ne veut pas dire que les Congolais formaient déjà, avant 1885, une nation constituée. Cela veut dire qu'ils avaient les matériaux. Aujourd'hui, plus de soixante ans après les années 60, nous avons le droit souverain, le devoir même, de faire de cette terre une nation pleine. Aucune nation ne s'est jamais faite toute seule. La France n'était au XVIII^e siècle qu'un patchwork de provinces, de langues et de coutumes. Il a fallu une révolution, une école, une armée et une volonté politique pour faire les Français. Les États-Unis ont eu besoin d'une guerre civile pour décider qu'ils étaient une nation. La Chine a unifié sa langue et son écriture par des choix politiques assumés, et personne aujourd'hui ne demande aux Cantonais s'ils acceptent le mandarin. La Russie a fait du russe la langue de tout son espace. Toutes les nations sont des actes de volonté.

Notre blessure fondatrice

Pourquoi devrions-nous, nous Congolais, mendier à des modèles extérieurs le droit de nous constituer en peuple uni ? Pourquoi devrions-nous accepter qu'on nous explique éternellement que nous sommes trop divers, trop tribaux, trop fragmentés pour faire nation ? Cette parole-là est une parole de maître. Elle nous garde dans l'impuissance. Nous avons déjà tout ce qu'il faut. Nous avons une langue qui rayonne. Le lingala n'a pas été imposé par décret. Il a conquis le continent par la musique. Franco Luambo Makiadi a chanté en lingala pendant trente ans, et on l'écoutait de Dakar à Nairobi sans que personne ne demande de traduction. Aujourd'hui, les Jossart, Koffi, Ferre Gola et Fally Ipupa, pour ne citer que ceux-là, perpétuent cette puissance. La rumba congolaise, inscrite au patrimoine mondial, est notre soft power. Elle dit l'âme d'un peuple. Quand un jeune de Goma, de Lubumbashi, de Mbuji-Mayi ou de Matadi danse sur le même refrain, il participe, sans le savoir, à la nation. La langue suit la musique. La nation suit la joie partagée. Nous avons une histoire. Lumumba, qu'on l'aime ou pas, parlant en face du roi Baudouin le 30 juin 1960, rappelant les humiliations, les coups, le travail forcé, c'est notre acte de naissance politique. Son assassinat le 17 janvier 1961, organisé avec la complicité de la Belgique et

des États-Unis, est notre blessure fondatrice.

Une seule conscience. Une seule nation.

Puis vint Mobutu. Certes, certains d'entre nous l'ont combattu. Et je ne le réhabilite pas ici. Trente-deux ans de pouvoir personnel, de prédation, de dictature, d'authenticité, de zaïrianisation, de pillages, d'effondrement de l'État et de l'économie. Mais ce que je dis, c'est autre chose. Je dis que les souffrances vécues ensemble, traversées en groupe, partagées par tous les Congolais sans exception, sont elles aussi un matériau de la nation. Du Bas-Congo au Kivu, du Katanga à l'Équateur, nous avons subi la même dictature, la même peur, la même dévaluation, les mêmes pillages, les mêmes humiliations. Cette expérience commune ne lave personne ; elle révèle le peuple. Elle nous a faits, à notre corps défendant, conscients d'une condition partagée. Par la suite sont venues les guerres. 1996, 1998, et celle qui continue à l'est aujourd'hui (la liste n'est pas exhaustive), imposée, encouragée, instrumentalisée par des puissances qui veulent nos richesses sans nous. Ces morts sont nos morts. Ces familles brisées sont nos familles. Cette histoire-là, personne ne peut nous la retirer. Elle est à nous. Elle nous fait. Une nation ne se construit pas seulement par ses triomphes. Elle se construit aussi, peut-être surtout, par ce qu'un peuple a traversé ensemble. La France s'est faite à Verdun autant qu'à Versailles. L'Allemagne contemporaine s'est faite en regardant en face son passé le plus sombre. L'Afrique du Sud s'est faite après l'apartheid, par la reconnaissance commune de la blessure. Les peuples qui osent nommer ce qu'ils ont subi ensemble deviennent des nations. Ceux qui se taisent ou se divisent face à leur propre histoire restent des populations administrées. Nous avons souffert ensemble. Cela ne console pas. Mais cela nous oblige. Cela nous fonde. Une nation, écrivait Renan, c'est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs et le désir de vivre ensemble. Nous avons les souvenirs. La rumba dit le désir. Il ne manque que la décision politique. Cette décision ne viendra pas de partis politiques. Elle viendra d'une refondation. Un seul cap. Une seule conscience. Une seule nation. Le Congo.

“

Pendant que nos terres sont pillées, nos populations exterminées, nos filles et nos femmes violées comme arme de guerre, aucun parti n'a su susciter une conscience nationale capable de dépasser ses propres « calculs ». Chacun a continué à compter ses sièges, à négocier ses maroquins, à se positionner pour la prochaine élection, comme si le pays brûlait dans un autre.



GENOCOST : Des questions et des réponses?

Lorsque j'entends dire que le GENOCOST serait une manière de « singer » les commémorations rwandaises, je suis frappée par ce que cette affirmation implique.

PAR BÉNÉDICTE KUMBI NDJOKO

A mon sens elle pose de nombreux problèmes. Le premier consiste à penser que les Congolais seraient incapables de produire leurs propres catégories d'analyse. Cette affirmation suppose que les Congolais ne pourraient pas élaborer une réflexion

originale sur leur propre histoire. Que tout concept nouveau qu'ils produiraient ne pourrait être qu'une imitation de celui d'un autre peuple. Or, c'est précisément l'inverse.

Une question historique

Le concept de GENOCOST n'est pas né d'une volonté d'imiter qui que ce soit. Notre point de départ n'a jamais été le Rwanda. Notre point de départ est une question historique : comment nommer une réalité qui, jusqu'à présent, n'a pas véritablement été conceptualisée ? Cette

réalité, c'est le lien entre les massacres de masse commis en République démocratique du Congo et les logiques économiques qui les sous-tendent. Nous avons constaté que les ressources naturelles n'étaient pas un simple contexte de la violence, mais qu'elles en constituaient souvent un moteur. Il fallait donc trouver un concept capable de rendre visible cette articulation entre destruction de vies humaines et économie de prédation. Créer un concept n'est pas copier. C'est penser.

Toutes les sciences fonctionnent ainsi. Tous les peuples ont le droit de produire les outils intellectuels qui leur permettent de comprendre leur propre expérience historique.

Le deuxième point concerne le droit. J'entends dire que le GENOCOST ne pourrait pas exister parce qu'il ne correspond pas à une catégorie juridique reconnue. Mais c'est oublier que le droit lui-même est une création historique. Avant Raphaël Lemkin, le mot génocide n'existait pas. Les massacres existaient. Les exterminations existaient. Mais il manquait un concept pour penser une forme particulière de destruction des groupes humains. Lemkin a donc créé un mot nouveau. Lorsqu'il l'a proposé en 1944, ce concept n'était reconnu par aucun traité international.

Fallait-il lui répondre que son concept était sans valeur parce qu'il n'existait pas encore en droit ? Évidemment non. C'est précisément parce que Lemkin a inventé une catégorie intellectuelle nouvelle que le droit international a ensuite évolué jusqu'à la Convention de 1948. L'histoire du droit est remplie de ce type d'évolutions. Les concepts précèdent souvent les normes. Aujourd'hui encore, des notions comme l'écocide ou le féminicide montrent que le langage juridique continue de se transformer pour appréhender des réalités nouvelles. Affirmer qu'un concept est dépourvu de valeur parce qu'il n'est pas encore consacré par le droit revient à ignorer la manière dont le droit lui-même se construit. Troisièmement, on veut présenter ici le GENOCOST comme si les Congolais cherchaient à fabriquer un deuxième génocide ou à entrer dans une compétition mémorielle avec le Rwanda.

Toute avancée intellectuelle commence par

un acte de nomination

Le GENOCOST ne cherche pas à remplacer la notion juridique de génocide, pas plus qu'il ne cherche à concurrencer la mémoire du génocide des Rwandais. Il cherche à mettre en lumière une dimension spécifique de la tragédie congolaise : le fait que des violences de masse se sont développées dans un contexte où les intérêts économiques liés aux ressources naturelles ont joué un rôle déterminant. Le concept s'articule sur le coût humain de cette économie de guerre. Il propose une grille de lecture qui relie les massacres, les déplacements de populations, les violences sexuelles et les logiques de prédation économique.

Aussi, il serait indiqué de discuter de ce qu'il cherche réellement à désigner, et non de ce qu'on lui prête comme intentions. Je terminerai sur une réflexion plus générale. L'histoire des idées nous montre que toute avancée intellectuelle commence par un acte de nomination.

Raphaël Lemkin a inventé le mot génocide. Pierre Nora a forgé l'expression « lieux de mémoire ». Achille Mbembe a proposé le concept de « nécropolitique ». Kimberlé Crenshaw a introduit celui d'« intersectionnalité ». À chaque fois, il ne s'agissait pas d'un simple jeu de vocabulaire. Il s'agissait de rendre visible une réalité qui échappait jusque-là aux catégories existantes. C'est précisément dans cette tradition que s'inscrit le GENOCOST. Les peuples ne sont pas condamnés à penser leur histoire uniquement avec les concepts produits par d'autres. Et à être adoubés par ces autres comme des victimes archétypales. Ils ont aussi le droit, et parfois le devoir, d'inventer les mots qui leur permettent de comprendre leur propre expérience historique. C'est précisément parce que les mots permettent de rendre visibles des réalités historiques qu'ils sont si importants. Les Congolais ont, non seulement le droit, mais le devoir de participer à cette œuvre de conceptualisation et de transmission de leur histoire.

Enfin, je comprends qu'il soit pénible de constater que ceux que l'on veut déshumaniser, en leur niant leur capacité de penser et de créer, montrent précisément le contraire.

“

Le concept de GENOCOST cherche à mettre en lumière une dimension spécifique de la tragédie congolaise: le fait que des violences de masse se sont développées dans un contexte où les intérêts économiques liés aux ressources naturelles ont joué un rôle déterminant. Le concept s'articule sur le coût humain de cette économie de guerre. Il propose une grille de lecture qui relie les massacres, les déplacements de populations, les violences sexuelles et les logiques de prédation économique.



Le Congo-Kinshasa est-il un **État** souverain ou une "plantation stratégique" ?

Ce que j'écris ici n'engage que moi. Je ne cherche ni à plaire ni à m'inscrire dans un quelconque courant de pensée convenu. Seule l'audace de penser autrement me guide.

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Le débat sur le retour assumé d'un leadership occidental décomplexé, dont certains discours récents se font l'écho sans jamais employer le mot, m'invite ce jour à interroger, avec une franchise qui se veut brutale, la place réelle de mon pays, la République démocratique du Congo, dans l'architecture « mondiale ».

Je soutiens qu'en 1960, la colonisation n'avait pas disparu. Elle s'est simplement métamorphosée. Hier, la colonie consistait

à déplacer des esclaves pour les faire travailler dans des plantations lointaines, sous d'autres cieux. Aujourd'hui, je constate que les « États » fabriqués en 1885 à Berlin sont devenus de nouvelles plantations. Le dispositif s'est transformé. L'esclave reste sur place. On n'a plus besoin de le déplacer, puisqu'il constitue désormais, sur son propre sol, la main-d'œuvre captive d'un système qui l'exploite au fond des mines.

La dépendance a changé de peau

Je vois un système où les territoires ont remplacé les navires négriers. Le Congo est assigné à la fonction de réservoir minier, comme d'autres sont assignés au cacao (Côte d'Ivoire) ou au pétrole (l'Angola). Pour ma part, ce n'est plus l'homme qui est arraché au sol ; c'est notre sol, tel qu'il a été délimité à Berlin, qui est intégré à une chaîne de valeur mondiale dont les décisions sont

prises ailleurs. La dépendance a changé de peau. Elle ne repose plus sur les fers, mais sur l'architecture invisible des « marchés » et sur les règles du « commerce international ». Je définis cette nouvelle colonie par sa spécialisation imposée. Un pays-plantation ne choisit pas son destin. Il subit la fonction qui lui a été assignée. Outre le fait que cette situation ne choque personne, elle est même présentée comme une réussite, célébrée comme de la croissance.

Face aux discours lénifiants sur la souveraineté, je me demande : sommes-nous réellement souverains lorsque nous extrayons des richesses que les autres décident d'acheter aux conditions qu'ils fixent ? Si le cobalt et le coltan congolais irriguent la technologie mondiale, je constate que la valeur se crée ailleurs et que les prix se fixent loin de Kinshasa. Mon diagnostic est sans appel. Hier, la colonie était administrée. Aujourd'hui, elle est spécialisée. La plantation n'a plus besoin d'un gouverneur physique, car les frontières de 1885 et les marchés de 2026 suffisent à nous maintenir en clôture.

On objectera que le Congo n'est pas le seul dans cette situation. J'en conviens. Mais loin d'affaiblir mon propos, cette observation le renforce. La multiplication des plantations sans gouverneur n'est pas une coïncidence. Elle révèle qu'une même logique de spécialisation traverse une grande partie des États issus de la « décolonisation » et suggère que le système trouve, dans cette organisation du monde, les conditions mêmes de sa reproduction.

Cette réalité offre d'ailleurs un puissant argument à ceux qui banalisent ces mécanismes de dépendance : puisqu'ils sont largement répandus, ils seraient devenus normaux. C'est précisément cette confusion entre la fréquence d'un phénomène et sa légitimité que je récus. Qu'une réalité soit généralisée ne la rend ni naturelle, ni juste, ni acceptable.

Le piège du mimétisme

À partir de quel moment peut-on encore parler d'une souveraineté pleine lorsque les règles fondamentales de l'État, son insertion dans l'économie « mondiale » et, parfois, même ses choix stratégiques sont largement influencés, négociés ou définis en dehors de

ses propres centres de décision ?

Dès lors, je ne crois pas à la solution classique de la transformation locale. Imaginer que l'Occident accepterait d'acheter nos produits technologiques finis est une illusion. Pour ces puissances issues de ce que j'appelle leurs guerres essentiellement européennes, qu'elles ont universalisées en les baptisant « mondiales », le contrôle de l'objet final est l'essence même du règne. Elles n'ont aucun intérêt structurel à ce que l'Afrique sorte de la soute pour entrer dans le salon. Le maintien de notre spécialisation forcée n'est pas une question de volonté ni d'arrogance : c'est la logique froide d'un système dont elles tirent l'essentiel de leur puissance.

Ma conviction repose sur un constat central : le piège du mimétisme. On nous a fait croire que le progrès consistait à copier l'Occident. Mais copier le maître, c'est accepter de rester son éternel élève, et donc son inférieur, même lorsque son déclin est attesté et irréversible. S'obstiner à vouloir leur vendre ce qu'ils veulent régenter est une impasse. Si la plantation est une prison dont ils fixent les prix, la véritable rupture n'est pas de mieux produire leurs minerais, mais d'inventer et de produire autre chose.

Sortir de la « colonie sans gouverneur »

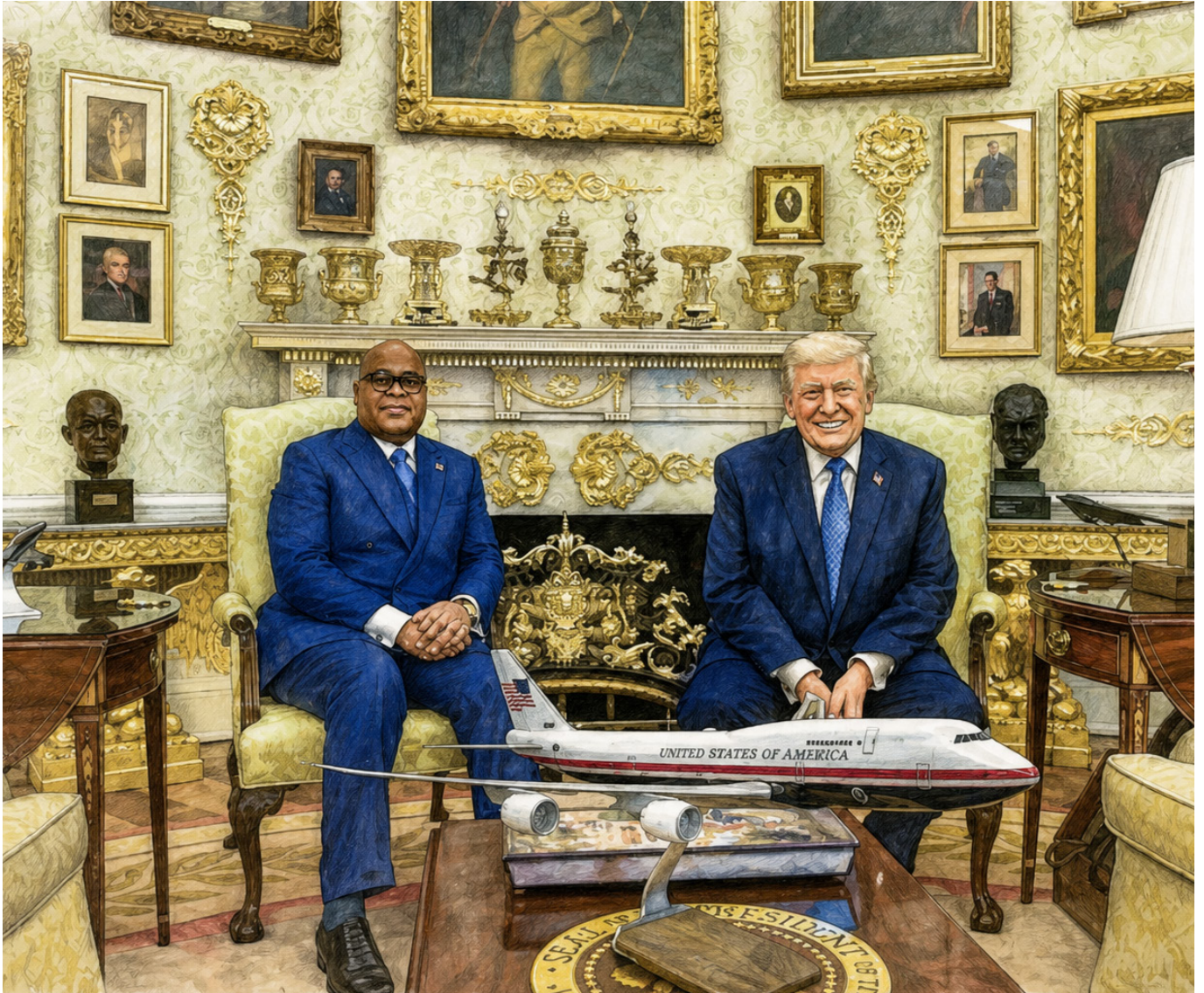
Sortir de la « colonie sans gouverneur », ce n'est pas essayer de battre le maître sur son propre terrain de jeu industriel ; c'est refuser que notre intelligence, congolaise d'abord, africaine dans son horizon, soit, elle aussi, assignée à résidence.

La véritable rupture commence lorsque nous cessons de penser dans les catégories produites par le système qui nous assigne une fonction. Parce que tant que nous empruntons les concepts du maître, nous continuons à habiter son monde. La première souveraineté n'est ni militaire, ni économique, ni même juridique : elle est cognitive. Elle consiste à retrouver la capacité de nommer le réel avec ses propres catégories, puis à construire, à partir d'elles, un avenir que personne n'avait prévu pour nous.

Ce monde dont ils n'ont pas encore le code ne se décrète pas : il se construit au fur et à mesure qu'il se met en place, par la seule souveraineté qui précède toutes les autres : celle de la pensée.

“

La première souveraineté n'est ni militaire, ni économique, ni même juridique : elle est cognitive. Elle consiste à retrouver la capacité de nommer le réel avec ses propres catégories, puis à construire, à partir d'elles, un avenir que personne n'avait prévu pour nous.



Jauger l'heure, **juger** le moment

Alors que, sous d'autres cieux, les élites commencent à s'interroger sur l'après, cet après que nous vivons déjà, du siècle de l'Empire américain et sur la disparition progressive de son leadership, au Congo, ceux qui prétendent exercer le pouvoir continuent de penser le pays à l'intérieur du seul monde occidental.

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Peu importe ici la forme sous laquelle ce pouvoir est envisagé, tout est conçu pour maintenir le Congo dans le sillage de l'Occident.

Accrochés à la dépendance

Lorsque je conteste cette assignation, mes contradicteurs me jettent souvent au visage

le nom de Ndaywel. Ils affirment que, dans l'une de ses publications, l'historien aurait écrit que la place du Congo a toujours été aux côtés de ses maîtres. D'autres diraient de ses créateurs : « occidentaux ». Je ne prête pas ici cette thèse à Ndaywel, puisque je ne l'ai pas lue sous sa plume. Je constate l'usage qu'en font ceux qui me l'opposent. Son nom devient l'argument d'autorité destiné à rendre

éternelle une dépendance historique.

Et si vous osez remettre en cause cette fidélité, les mêmes vous reprochent aussitôt de vouloir abandonner l'Occident pour vous livrer à un autre maître : tantôt la Russie, tantôt la Chine. C'est la question elle-même qui m'étonne : sa nature, sa raison, son objet. Pourquoi faudrait-il nécessairement rester attaché à un maître ? Pourquoi, si ce maître n'est plus l'Amérique, devrait-il forcément être la Chine ou la Russie ?

Je suis frappé de voir à quel point le « mental congolais » demeure enfermé dans cette dichotomie : soit l'Amérique, soit le camp qui s'oppose à elle. Parmi ceux qui raisonnent ainsi, presque personne n'envisage une autre possibilité : ne choisir ni l'un ni l'autre. Ce ne sera pas la troisième voie. Oser non

pas l'extraordinaire, mais ce qui leur paraît impossible : exister par soi-même, se porter soi-même et regarder le monde depuis le Congo. Voilà ce que révèlent ces hommes : faut-il laisser les mêmes continuer à se repositionner, à changer de protecteur au rythme des recompositions internationales, puis à prétendre diriger le pays ? Leur projet n'est pas le Congo. Accrochés à la dépendance comme à un bien propre, ils ne cherchent qu'à deviner assez tôt quel maître succédera au précédent afin de lui offrir leurs services.

L'impossible n'est pas l'extraordinaire

Pourtant, le déclin d'un ordre ne crée pas seulement un vide. Il ouvre un espace d'invention. Mais cette invention ne consistera pas à chercher, parmi les puissances qui viennent, celle qui pourrait remplacer celle qui s'efface. Elle devra commencer bien en amont : par la naissance d'un pouvoir qui ne soit ni préparé ailleurs, ni sélectionné par d'autres, ni rendu possible par une reconnaissance extérieure. Un pouvoir dont la source, la nécessité et la légitimité procèdent du Congo lui-même. Voilà ce que j'appelle le Congo sans attache.

Voilà la véritable question du pouvoir : le problème n'est pas de savoir avec qui le pouvoir congolais s'alignera lorsqu'il existera. Le problème est de savoir par qui, pour quoi et depuis quel lieu ce pouvoir aura été rendu possible. Ce que nous devons inventer, ce n'est pas une meilleure politique étrangère menée par un pouvoir de nature semblable. C'est une autre genèse du pouvoir : un pouvoir qui ne doit sa naissance, sa sélection et sa survie à aucun dehors.

Contre ces hommes, contre cette élite, contre cette pensée unique qui ne sait imaginer le Congo qu'à l'ombre d'une puissance étrangère, j'invite les autres à se doter d'une carapace intellectuelle, d'une pensée multidimensionnelle et d'une volonté stratégique propre.

L'impossible n'est pas l'extraordinaire. Il est souvent le nom que les esprits de la dépendance donnent à ce qu'ils n'ont jamais osé concevoir. Un autre Congo, likambo ya mabele, est possible. L'utopie, disent-ils, est le second nom de l'impossible. Pour nous, il a un autre nom : le Congo sans maître.

Les Sud-africains, la xénophobie et les architectes

PAR MUFONCOL TSHIYOYO



Beaucoup regardent les violences contre les migrants en Afrique du Sud et concluent immédiatement à la xénophobie. Le phénomène existe. Rien ne justifie les agressions, les humiliations et les violences dirigées contre des hommes et des femmes en raison de leur origine. Je ne justifie rien. Cependant, comprendre n'est pas excuser.

Une autre interprétation

Et si nous interprétions mal une partie de cette colère ? Après des décennies de lutte contre l'apartheid, beaucoup de Noirs sud-africains considèrent que la dignité ne se limite pas au droit de voter ou de circuler librement. Elle implique aussi le droit de refuser : des conditions humiliantes, des salaires de misère, des formes d'exploitation incompatibles avec la valeur qu'ils accordent à leur propre humanité. Lorsque des travailleurs africains venus d'ailleurs acceptent ces conditions, certains Sud-Africains perçoivent dans cette acceptation non pas une trahison volontaire, mais un mécanisme qui désamorce la pression nécessaire à la transformation du système. Une question alors. Comment expliquer qu'un Congolais, un Zimbabwéen, un Ghanéen ou un Nigérien accepte en Afrique du Sud des emplois qu'il considérerait comme dégradants dans son propre pays ? Pourquoi certains travaux paraissent-ils acceptables à l'étranger alors qu'ils seraient vécus comme une humiliation au pays ?

Les absents

Le migrant répondra qu'il cherche simplement à vivre, à nourrir sa famille et à envoyer quelques économies à ses proches. Il aura raison. Le Sud-Africain noir répondra que c'est précisément parce que des hommes acceptent l'inacceptable que le système continue de fonctionner sans être remis en cause. Il aura raison aussi.

Les uns comme les autres subissent la même réalité. Les migrants acceptent ce qu'ils peuvent obtenir parce qu'ils sont dénués d'autre choix. Tandis que les Sud-Africains refusent ce qu'ils considèrent comme une nouvelle soumission parce qu'ils estiment avoir déjà trop payé.

Entre ces deux logiques naît une incompréhension profonde. Et dans cette incompréhension, des hommes qui partagent la même condition finissent par s'affronter. Ce conflit entre deux conceptions de la dignité est réel. Mais il se produit dans un cadre que personne dans cette scène n'a construit et que personne dans cette scène ne contrôle. Un cadre qui impose au migrant d'accepter ce que le Sud-Africain refuse, et contraint le Sud-Africain à voir dans le Congolais un obstacle plutôt qu'un allié. Ce cadre a des architectes. Il a été construit. Il continue d'être entretenu. Anglo American, Glencore, les héritiers Oppenheimer : voilà les absents de cette scène. Ils ne se battent pas. Ils comptent. Et le drame véritable, ce n'est pas que des Africains s'affrontent. C'est qu'ils s'affrontent là où on les a placés, sur un terrain qu'on a délimité pour eux, pendant que ceux qui ont délimité ce terrain regardent ailleurs.



Le Kongo n'est pas né à Berlin

Berlin 1884, l'année où l'Europe a cru nous inventer... Un mythe fondateur est une histoire que l'on répète jusqu'à ce qu'elle ressemble à une vérité. Berlin en est un. Défaçons-le.

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

C'est une idée tenace, qui revient sans cesse dans les discussions sur le Congo et plus largement sur l'Afrique : invoquer la conférence de Berlin de 1884-1885 comme s'il s'agissait du point de départ de notre existence. On fait ainsi mine de croire que nos peuples, nos pays et nos histoires auraient commencé là, dans cette salle où des chancelleries européennes ont, en notre absence, dessiné des lignes sur une carte. Cette manière de raconter notre passé est si répandue qu'elle finit par paraître neutre. Pourtant elle ne l'est pas : c'est le résidu le plus vivace du discours colonial, et il est urgent d'en finir avec cette lecture. Que cela plaise ou non au Rwanda et à ses supplétifs : Berlin n'a fondé aucun peuple.

Tracer des frontières...

Tracer des frontières, ce n'est pas fabriquer

des êtres humains, ni les déplacer, ni les inventer. Les peuples qui habitent ce que l'on appelle aujourd'hui le Congo existaient bien avant que ces chancelleries ne se réunissent. Des historiens éminents ont produit des travaux décisifs sur le sujet : des royaumes, des civilisations, des langues, des systèmes politiques, des organisations économiques, des échanges commerciaux à longue distance, des productions matérielles complexes ; tout cela précédait largement la conférence. Le royaume Kongo entretenait des relations diplomatiques avec le Portugal dès le XVe siècle. Les royaumes Luba et Lunda structuraient des espaces politiques hautement sophistiqués. Les sociétés segmentaires de la forêt équatoriale avaient développé leurs propres institutions de régulation et d'échange. Les peuples de l'Est commerçaient avec la côte swahilie depuis des siècles. Berlin n'a rien créé. Mais Berlin

a coupé, redécoupé, renommé. La conférence n'a fait que prendre une matière humaine et politique déjà solidement constituée, pour la trancher selon les intérêts de puissances qui n'avaient ni le droit ni la légitimité d'en disposer. Cette entreprise s'est imposée par la violence, physique d'abord, exercée sur des corps, des communautés, des résistances ; cartographique ensuite, redessinant ce que la force brute avait soumis. Dans les deux cas, c'est une violence exercée sur une réalité préexistante, et non une création ex nihilo. C'est là toute la différence.

L'intangibilité des frontières

Reconnaître aujourd'hui à Berlin un quelconque pouvoir fondateur, c'est lui concéder précisément ce qu'elle prétendait accomplir : avoir apporté l'ordre, la civilisation, l'État là où il n'y aurait eu, selon le récit colonial, que tribus et chaos. Cette concession, même implicite, même rhétorique, même lorsqu'elle est faite pour mieux dénoncer la colonisation ensuite, est déjà une défaite. Elle nous enferme dans une grammaire où notre histoire commencerait avec lui, où notre existence politique daterait de son arrivée, où notre légitimité dépendrait du cadre qu'il a posé. Ce récit doit cesser.

Le colonisateur n'est la source de rien chez nous, et je refuse de lui prêter ce pouvoir. Cela ne signifie pas nier les faits. Bien sûr, les frontières actuelles de la plupart des États africains ont été dessinées dans le cadre des partages coloniaux. Cette réalité empirique n'est pas en discussion. Elle ne fait pas de Berlin l'origine de nos peuples pour autant : elle en fait un événement traumatique qui s'est imposé à des nations préexistantes. Ce qui est fondamentalement différent.

Sur cette question des frontières, ce sont les Africains eux-mêmes qui ont eu le dernier mot. L'Organisation de l'Unité Africaine, devenue Union africaine, a tranché dès 1964, à la résolution AHG/Res. 16(I) du Caire, en proclamant l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Ces frontières constituent, jusqu'à nouvel ordre, le territoire sacré des États qu'elles délimitent. Ce choix souverain a été fait précisément pour fermer la porte aux guerres de redécoupage qu'une remise en cause aurait inévitablement provoquées. C'est ce geste, une décision purement africaine, prise pour des raisons africaines, qui retire à jamais à Berlin toute autorité sur nos cadres territoriaux actuels.

Continuer à invoquer Berlin

Invoquer Berlin pour justifier les crises contemporaines, les revendications irrédentistes ou les fragmentations territoriales, c'est se placer en contradiction directe avec la doctrine panafricaine. Berlin a délimité ; l'Afrique a stabilisé. Le cadre actuel, quels que soient ses défauts, est désormais africain par adoption. Il appartient aux seuls peuples d'Afrique de décider, le moment venu, de ce qu'ils en feront. On néglige trop souvent un point essentiel : la conférence de Berlin n'exerce aucun effet automatique sur le devenir de nos États. Certes, elle a eu lieu, mais elle n'a jamais existé pour nous. Elle n'a existé que pour ceux qui l'ont convoquée, qui s'y sont assis, qui en sont sortis avec l'illusion d'avoir disposé d'un continent. Ce sentiment ne nous oblige à rien. Il ne leur confère aucun pouvoir réel sur notre présent, surtout aujourd'hui, alors que les puissances qui présidaient cette rencontre ont perdu, l'une après l'autre, leur capacité à imposer leur volonté. La Belgique, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Portugal : tous ces États

qui se croyaient maîtres du monde en 1885 sont devenus, cent quarante ans plus tard, des puissances moyennes ou secondaires, dont l'aura politique se dissipe et dont l'influence ne se maintient plus que par des mécanismes de plus en plus contestés. Continuer à invoquer Berlin comme si la conférence dégageait encore une autorité, c'est s'accrocher au fantôme d'un pouvoir disparu, et le faire vivre artificiellement dans nos esprits alors qu'il a déjà déserté l'Histoire.

Refuser la nostalgie

C'est aussi céder à l'illusion de ceux qui, s'appuyant sur des thèses prétendument savantes, rangent le Congo dans le camp occidental par nature et par destin. Les élites qui s'en félicitent y trouvent une justification commode à leur propre allégeance. Pourtant personne n'a jamais consulté les populations congolaises sur cette appartenance. Ce que ces thèses révèlent, ce n'est pas l'identité du Congo, c'est la trajectoire d'une élite cooptée qui prend ses propres accointances pour un destin collectif. Or une élite n'est pas un peuple. Nous y reviendrons.

Je tiens à maintenir ensemble deux réalités que l'on confond trop souvent. D'une part, les peuples africains précèdent Berlin et n'en dérivent pas. Berlin n'est pas notre commencement ; nos origines sont ailleurs, plus anciennes, plus profondes, et elles continuent de nous façonner. D'autre part, les frontières actuelles, bien qu'issues de Berlin, ne sont plus de Berlin : elles sont devenues notre cadre par décision panafricaine, et doivent être respectées comme tel, non par révérence pour leur origine coloniale, mais par responsabilité envers la stabilité que cette adoption a permise.

Cette double position est exigeante. Elle refuse la nostalgie qui voudrait remonter aux découpages précoloniaux pour défaire les États actuels, rhétorique qu'utilisent le Rwanda, l'Ouganda et leurs supplétifs congolais, et elle refuse tout autant la soumission qui voudrait fonder ces États sur la seule volonté européenne. Ces deux démarches participent de la même illusion : croire que Berlin a été créateur. L'une s'en désole, l'autre s'en réjouit, mais toutes deux prêtent à l'Europe un pouvoir qu'elle n'a jamais possédé.

“

Tracer des frontières, ce n'est pas fabriquer des êtres humains, ni les déplacer, ni les inventer. Les peuples qui habitent ce que l'on appelle aujourd'hui le Congo existaient bien avant que ces chancelleries ne se réunissent.

Nous ne sommes pas les héritiers de Berlin

La pensée africaine souveraine commence précisément là : dans le refus simultané de la nostalgie et de la concession. Nous étions là avant. Nous y sommes encore. Et nos cadres politiques actuels, parce qu'ils sont devenus nôtres par adoption, méritent d'être défendus — non parce que des Européens en ont tracé les lignes, mais parce que nous avons collectivement décidé d'en faire le socle de notre construction commune. Toute autre attitude, invoquer Berlin pour fragmenter, pour justifier, pour expliquer, relève du même renoncement : remettre au colonisateur la clé de notre identité. Or il n'a jamais détenu cette clé. Il a prétendu l'avoir. Il nous a peut-être convaincus, à certaines époques, de son imposture. Mais elle n'a jamais quitté nos mains.

C'est pourquoi tout ce qui découle de notre existence politique, les questions de souveraineté, de territoire, de nationalité, de cohabitation, de défense, doit être pensé à partir de nous, et non sur le fondement de Berlin. Nous ne sommes pas les héritiers de Berlin. Nous sommes les héritiers de ce que Berlin a tenté, sans jamais y parvenir, d'effacer.

**“Arrêtons d’être
complaisants et
contemplateurs pour
devenir définitivement
exigeants et
intransigeants.”**

– Dr Fweley Diangitukwa